

{Sciences²}

Le blog de **Sylvestre Huet**, journaliste, spécialisé en sciences depuis 1986

8 FÉVRIER 2022 PAR HUET

La sobriété énergétique suspendue au social

Tweeter

Partager

1,5 K

Partager

Sobriété. C'est l'un des mots clés des scénarios énergétiques sous contraintes climatiques récemment publiés par RTE, l'Ademe ou l'association Negawatt. C'est le mot que l'on trouve aussi bien dans les manifestes lancés par les militants du climat que sous la plume des scientifiques ou de responsables politiques pour désigner l'un de moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs climatiques de l'Accord de Paris signé en 2015. Ne pas dépasser les 2°C de réchauffement de la température moyenne de surface de la planète suppose en effet de recourir au trio : **efficacité énergétique** pour diminuer les consommations unitaires des équipements, **sobriété** pour diminuer la consommation individuelle et collective des populations par des changements de mode de vie et des transformations sociales, **production massive d'électricité bas carbone** pour remplacer l'usage du charbon, du pétrole et du gaz.

Ce trio nécessaire ne peut se décliner uniformément à l'échelle mondiale. La production d'électricité bas carbone va dépendre des capacités technologiques, financières et des ressources naturelle des pays. L'efficacité énergétique repose sur de améliorations techniques qui dépendent elles aussi des situations. Quant à la sobriété, elle n'a pas du tout la même signification selon **le niveau de base** de consommation d'énergie. Or, ce dernier varie énormément, surtout si on le comptabilise avec les émissions de gaz à effet de serre associées. Exiger la même diminution de populations et d'individus dont les émissions peuvent aller de 0,1 tonne de CO₂ par an (une situation courante en Afrique sub-saharienne) à plus de 15 tonnes de CO₂ par an (les habitants des Etats-Unis) serait totalement injuste et inefficace.

Pour la France, la Stratégie nationale bas carbone qui vise la neutralité carbone pour 2050 suppose une réduction de moitié de la consommation d'énergie totale. Un objectif extrêmement ambitieux, impossible à atteindre sans des transformations profondes.

Ces transformations comportent différents volets, dont celui de la technologie, des consommations d'objets (volume, durabilité, efficacité énergétique), des infrastructures de transport, un urbanisme... mais également des choix de mode de vie. Il est significatif que le document officiel de la SNBC reproduit ci-dessus ajoute : «*sans perte de confort pour les Français*». Sans le dire, ce petit bout de phrase met en réalité le doigt sur une dimension incontournable et majeure, les inégalités sociales, de revenus et de patrimoines, qui viennent impacter au premier chef cet objectif. Une dimension souvent occultée, en raison de ses implications politiques.

7 SNBC : objectif 2

Réduire de moitié les consommations d'énergie

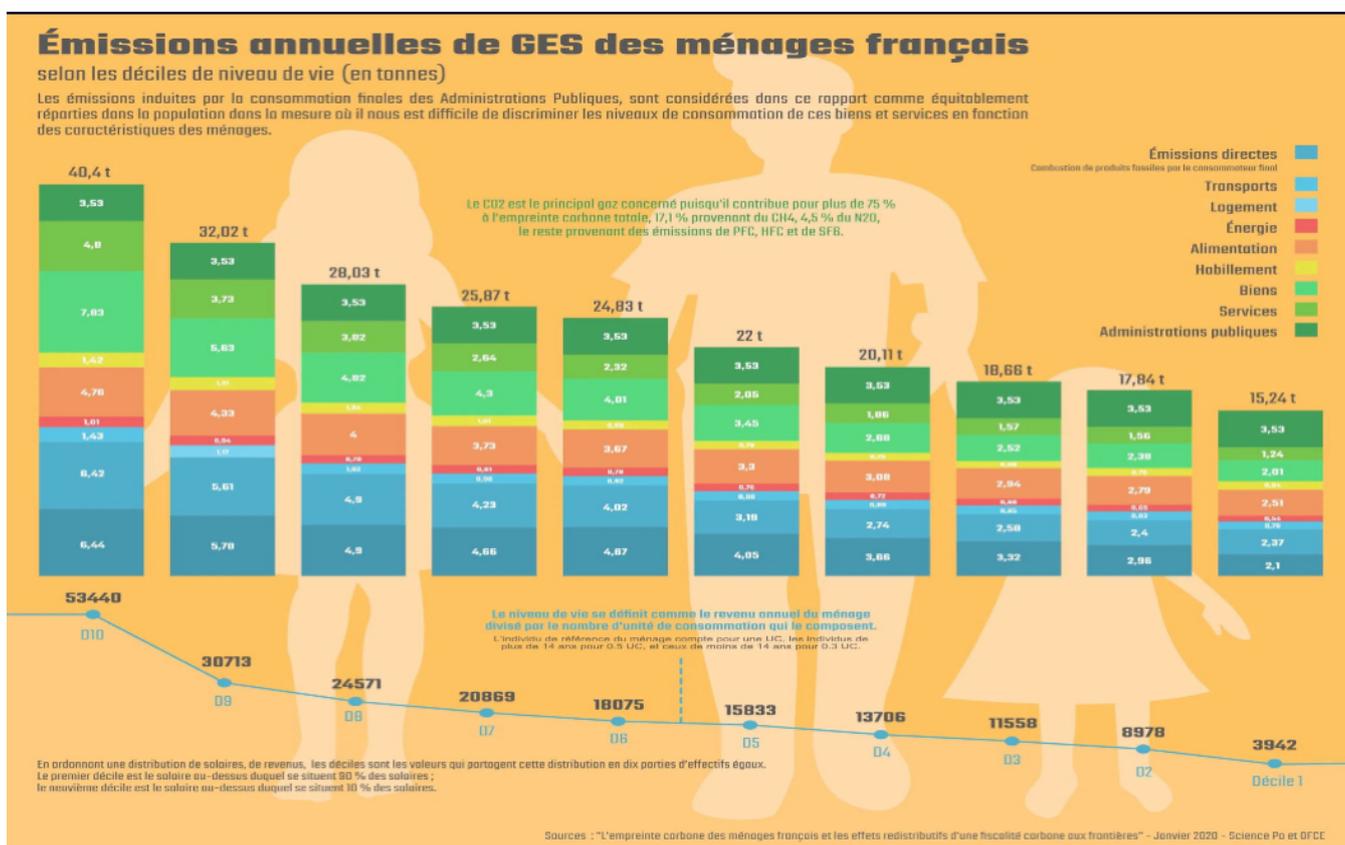
La réduction des consommations d'énergie dans tous les secteurs (transports, bâtiment...) impose de renforcer substantiellement l'efficacité énergétique et les performances des équipements et de développer des modes de vie plus sobres et une économie plus circulaire. Les modes de consommation doivent évoluer et cela peut se faire sans perte de confort pour les Français.

L'objectif n°7 de la Stratégie Nationale Bas Carbone.

discours de sobriété volontaire

Inégalités ? C'est un résultat solide de sociologie et d'économie savante : dans une société fortement inégalitaire ceux qui ont moins veulent avoir comme ceux qui ont plus, lesquels veulent garder cette distinction. Or, l'écart entre les émissions de CO₂ du premier et du dernier décile par revenu est considérable. Pour l'économiste Lucas Chancel, il faut dépasser la moyenne – environ 9 tonnes d'empreinte carbone par personne en 2019 pour les Français – afin de n'en pas être dupe. Car la moitié de la population, les cinq premiers déciles de revenus, n'émet que 5 tonnes par an et par personne. Les 40% suivant sont à environ 10 tonnes par an. Les 10% du haut sont à environ 22 tonnes par an.

Une autre présentation de ces écarts considérables d'émissions en fonction des revenus est présentée dans le graphique ci-dessous. Attention à ne pas comparer en valeur absolue avec les chiffres de Lucas Chancel, l'unité d'émission n'est pas un individu mais un ménage et l'émission mesurée est l'ensemble des gaz à effet de serre. Ce que dit ce graphique, c'est qu'un ménage du décile des revenus les plus élevés émet plus de 40 tonnes de gaz à effet de serre par an contre seulement 15 tonnes pour le décile dont le revenu est le plus bas. Il ne s'agit donc pas d'un écart de 20 ou 30%, mais d'une multiplication par 2,6 entre ces deux extrêmes.



Cet écart considérable ne joue pas seulement un rôle par la grande quantité de gaz à effet de serre émise par les plus riches. Ce premier élément signifie simplement qu'il est illusoire de viser la réduction de 80% des émissions totales d'ici 2050 si celles des plus riches ne sont pas ciblées en priorité par les politiques climatiques. Leur volume l'interdit.

Obstacle majeur

Mais cet écart constitue en outre, et même surtout, un obstacle majeur à toute politique de sobriété. Car l'envie d'imiter la consommation des plus riches résulte d'abord de leur existence. Aucun discours de sobriété volontaire n'est acceptable par les ménages des déciles inférieurs s'ils n'ont pas la conviction que les politiques climatiques sont justes et donc capables

de demander plus à ceux qui ont le plus et moins à ceux qui ont le moins. Et seules les personnes capables de supporter l'idée qu'elles vont « se sacrifier » pour l'avenir de l'Humanité vont accepter de plein gré et de bon cœur de le faire tout en ayant sous le nez des consommations d'objets, d'équipements, d'énergies sans limitations financières. Compter sur leur « sainteté » pour engager la France dans la réduction par deux de sa consommation d'énergie totale serait d'une naïveté profonde.

PEUPLE FRANÇAIS RECRUTE PRÉSIDENT-E CRÉDIBLE SUR LE CLIMAT

PROFIL SOUHAITÉ

VALEURS & PERSONNALITÉ

- Prend ses responsabilités et tient ses engagements
- Sait résister au lobby des industries polluantes pour défendre l'intérêt général
- Fait preuve d'une grande capacité d'écoute à l'égard des scientifiques et de la société civile

COMPÉTENCES TECHNIQUES

- Excellente connaissance des enjeux climatiques
- Capacité à agir vite tout en portant une vision de long terme
- Maîtrise du concept de sobriété

MISSIONS

- Respecter les engagements climatiques de la France
- Conjuguer justice sociale et transition écologique
- Investir massivement dans les solutions - réalistes - pour réduire rapidement les émissions de CO₂

TYPE DE CONTRAT

CDD de 5 ans renouvelable, temps plein

RÉMUNÉRATION TRÈS ATTRACTIVE ET AVANTAGES NOMBREUX

PREMIERS ENTRETIENS LE 10 AVRIL ET SÉLECTION FINALE LE 24

!!! Adeptes du greenwashing, des fausses solutions ou des promesses en l'air, climatosceptiques : s'abstenir

Une politique climatique efficace suppose donc la réduction drastique des écarts d'émissions entre groupes sociaux classés par revenus et patrimoines. Or, le seul moyen efficace d'y parvenir est de s'attaquer à la cause de cet écart... qui est justement l'inégalité de revenus et de patrimoine.

Donc, la France a besoin d'un Président qui ne souhaite pas que « plus de jeunes rêvent de devenir milliardaires », mais d'un Président qui se fixe l'objectif de réduire drastiquement cet écart en confisquant les plus gros revenus et patrimoines au bénéfice de programmes d'action climatique collectifs. Après, il lui sera possible de s'adresser au reste de la population, notamment aux classes moyennes, pour lui demander la sobriété.